



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 48 – 27 mars 2023

Pays nordiques

Les Nordiques en tête du classement du *World Happiness Report* de l'ONU en 2022.

Les pays nordiques sont parmi les mieux classés de ce tableau réalisé par l'ONU : la Finlande occupe pour la 6^e année consécutive la première place avec un score de 7,80. Le Danemark (7,58) et l'Islande (7,53) arrivent ensuite. La Suède est 6^e (7,40) et la Norvège 7^e (7,32). Ce score se base sur plusieurs facteurs, notamment l'évaluation par chaque habitant de leur niveau de bonheur, le niveau de richesse du pays, l'espérance de vie en bonne santé ou l'état des libertés individuelles. Les Nordiques dominent même le classement lorsque l'égalité est prise en compte, i.e., l'écart de bonheur entre les 50% les plus riches et les 50% les plus pauvres d'un pays. Les très hauts niveaux de confiance individuelle et institutionnelle, notamment pendant la pandémie de Covid-19, ainsi que la grande qualité des institutions publiques, les faibles niveaux de criminalité et de corruption et des prestations sociales généreuses et efficaces sont souvent citées pour expliquer ces résultats.

Le Jour Nordique, qui célèbre la signature du traité d'Helsinki a eu lieu le 23 mars.

Ce traité, signé en 1962 entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède, les Îles Féroé, le Groënland et Åland engage ses signataires à favoriser la sécurité, soutenir la paix et la démocratie dans la région. Depuis 2019, leur objectif est aussi de faire de la Scandinavie la région la plus durable et intégrée du monde à horizon 2030. D'abord à visée uniquement politique, la coopération nordique s'est élargie aux sujets économiques et culturels notamment, dans le but de défendre les intérêts des pays et peuples de la région. Le traité d'Helsinki a entraîné la création de deux instances : le Conseil Nordique des Ministres, pour une coopération intergouvernementale, et le Conseil Nordique, pour une coopération interparlementaire.

Danemark

La Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*) révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour 2023.

Dans une analyse publiée le 15 mars dernier, la Banque centrale danoise estime que le PIB devrait croître de 0,9% cette année, alors qu'elle anticipait un recul de l'ordre de 0,1% dans ses prévisions d'automne (septembre 2022). Cette révision s'explique, en majeure partie, par la performance de l'industrie pharmaceutique, dont la production a progressé de 45% sur le seul mois de décembre 2022, soutenant la croissance du PIB au T4 (+0,9%). Cette tendance devrait se poursuivre en ce début d'année. Sur l'ensemble de l'année 2023, la Banque centrale anticipe un taux d'inflation de 4,0% (contre un taux de 4,5% dans ses prévisions d'automne).

La Banque centrale danoise suit la Banque centrale européenne et relève ses taux directeurs de 50 points de base.

À compter du 17 mars 2023, les taux directeurs de la *Danmarks Nationalbank* s'élèvent à 2,60% (2,75% pour le taux débiteur). Cette décision fait suite à la nouvelle hausse des taux directeurs de la BCE, annoncée par le Conseil des gouverneurs le 16 mars, de même ampleur.

Nomination de Stéphanie Lose, Vice-présidente du Parti libéral (*Venstre*), ministre des Affaires économiques *ad interim*.

L'absence prolongée pour raisons médicales du ministre de la Défense et numéro deux du Gouvernement, Jakob Ellemann-Jensen, a contraint Mette Frederiksen à réaliser quelques ajustements ministériels. Ainsi, le ministre des Affaires économiques, Troels Lund Poulsen (Parti libéral), récupère le portefeuille de la Défense, et se voit provisoirement remplacé par Stéphanie Lose. Ces ajustements ne revêtent qu'un caractère temporaire, jusqu'au retour de Jakob Ellemann-Jensen.

La productivité s'est améliorée au Danemark depuis la crise financière des *subprimes*.

C'est l'un des enseignements du nouveau rapport du Conseil des Sages (*Det Økonomiske Råd*), qui évalue la croissance de la productivité horaire au Danemark à 1,1% par an entre 2010 et 2022, contre un taux annuel moyen de 0,5% entre 2000 et 2009. La baisse marquée de la productivité horaire dans le cadre de la crise sanitaire a, en outre, été largement corrigée : entre fin 2019 et fin 2022, son niveau a augmenté de 4%. La hausse est d'autant plus forte dans l'industrie manufacturière, où la productivité a crû, depuis 2010, à un rythme plus soutenu que dans la plupart des pays membres de l'Union Européenne. Cette évolution s'explique notamment par le dynamisme et le degré d'automatisation de l'industrie danoise (la part des entreprises manufacturières dites automatisées étant passée de 15% en 2000 à 32% en 2018). Les Sages estiment que dans les deux ans suivant la décision d'automatisation, les gains de productivité peuvent atteindre jusqu'à 10%. Dans le même temps, ils précisent qu'une telle décision peut entraîner des effets vertueux sur l'emploi. Néanmoins, ils appellent à une vigilance particulière quant au partage de la valeur qui, selon leurs calculs, se détériore aux dépens des salariés (avec une baisse de la part des salaires de l'ordre de 7% dans les structures qui décident d'automatiser leur processus de production).

Le Gouvernement danois institue un fonds de soutien à l'Ukraine d'environ 7 Mds DKK (940 M€).

Aux termes de l'accord conclu avec la quasi-totalité des groupes politiques du Parlement, le soutien militaire à l'Ukraine sera intensifié, avec une enveloppe de 5,4 Mds DKK (725 M€) qui ouvre la voie, notamment, à de nouvelles livraisons d'équipements. Le soutien civil, ciblé sur les opérations humanitaires, bénéficiera, lui, d'une enveloppe de 1,2 Md DKK (160 M€), tandis que 400 M DKK (55 M€) seront consacrés à l'appui des entreprises danoises qui porteront, à l'avenir, des projets de reconstruction dans le pays. Le fonds sera financé en majeure partie par un assouplissement de l'orientation

budgétaire danoise en 2023, de l'ordre de 0,2% du PIB, pour un montant final de 5,6 Mds DKK (750 M€). À cela s'ajoutent une réorientation partielle des montants dédiés à l'aide publique au développement, de l'ordre de 1,2 Md DKK (160 M€), et l'utilisation d'une partie de la réserve budgétaire destinée aux opérations internationales, pour quelques 240 M DKK (30 M€).

Une nouvelle loi ouvre la voie à la première centrale géothermique à grande échelle du Danemark.

Adoptées par le Parlement au début du mois de mars, ces nouvelles dispositions sont notamment venues modifier les conditions de fixation des prix pour la fourniture de chaleur géothermique. Ils seront désormais déterminés par voie contractuelle entre les sociétés de chauffage urbain et les opérateurs des centrales géothermiques, et plafonnés au bénéfice des consommateurs finaux. Aspirant à favoriser les investissements tout en protégeant le pouvoir d'achat des consommateurs, cette loi ouvre la voie à la réalisation d'un projet géothermique de grande envergure à Aarhus (côte Est du pays), porté par la société de chauffage urbain Kredsløb et par la compagnie géothermique Innargi A/S, devant couvrir environ 20% des besoins de chauffage urbain de l'agglomération d'ici 2030, soit 35 000 foyers. Les autorités estiment que la géothermie pourrait couvrir, à terme, jusqu'à 20 % de la demande de chauffage au Danemark. Des projets similaires sont actuellement à l'étude dans d'autres villes danoises, et notamment à Copenhague.

Ørsted obtient finalement la résiliation de son contrat avec Gazprom.

Pour rappel, la société gazière russe avait suspendu ses livraisons en juin 2022, à la suite du refus d'Ørsted d'une demande de paiement en roubles. Si le terme initial du contrat était fixé à 2030, Ørsted est parvenu à rompre le contrat d'achat qui le liait à Gazprom, grâce à l'activation d'une clause de force majeure.



Finlande

Nokian Tyres cède ses activités russes pour 285 M€. Le fabricant finlandais de pneus a annoncé avoir reçu 285 M€ de la part de PJSC Tatneft, la cinquième plus grande compagnie pétrolière de Russie, pour la vente de ses activités en Russie. Le contrat conclu en octobre 2022 devait à l'origine s'élever à 400 M€. Nokian Tyres opérait en Russie depuis 2005 et en 2021, environ 80 % des pneus pour voitures particulières de l'entreprise y étaient produits. La Russie et l'Asie représentaient environ 20 % des ventes nettes du fabricant de pneus. Tatneft PJSC avait déjà racheté en 2019 les opérations en Russie de la société pétro-chimique finlandaise Neste.

Lacunes en Finlande dans la surveillance du blanchiment d'argent.

L'Autorité de surveillance financière (FIVA), qui inspecte les banques finlandaises, est sur la sellette. Après la publication dans les médias européens des transferts d'argent russe sur la période 2012-2017, la FIVA a lancé une enquête. L'Autorité a constaté d'importantes lacunes, visiblement systémiques, dans la surveillance du blanchiment d'argent par Nordea ainsi que par Danske Bank. Ces banques ont pu servir d'intermédiaire dans le blanchiment d'argent russe. Toutefois, la FIVA avait décidé de suspendre l'examen de Danske Bank à l'été 2022, puis celui de Nordea. Cette suspension d'enquête a eu plusieurs conséquences : les dossiers ne sont pas publics et aucune sanction ne sera émise. La direction de la FIVA devra donc expliquer à la Commission bancaire du Parlement finlandais pourquoi les activités d'inspection anti-blanchiment de FIVA sont au point mort, malgré l'augmentation des ressources dévolues à cet organisme. Le président de la Commission de surveillance bancaire du Parlement avait déjà noté des défaillances dans le contrôle du blanchiment d'argent par la FIVA.

Nouvelle loi limitant l'usage de l'intelligence artificielle dans la prise de décisions officielles.

Cette loi sur la prise de décision automatique dans l'administration publique restreint le type de décisions officielles pouvant être prises automatiquement et précise celles que les fonctionnaires doivent prendre eux-mêmes. L'évaluation automatisée doit également être fondée sur des règles de traitement établies à l'avance par les autorités. En conséquence, cela signifie que la technologie d'apprentissage automatique (*Machine Learning*) ne peut pas être utilisée, car elle est basée sur des règles créées par la machine elle-même. Cette loi se justifie par des exigences de la Constitution finlandaise concernant, entre autres, la publicité des activités des autorités publiques et la responsabilité professionnelle de chaque fonctionnaire. À titre d'exemple, des experts ont proposé deux cas qui illustrent les différences d'approche potentielle. Selon eux, l'automatisation conviendrait relativement bien pour des questions fiscales qui appliquent uniquement des formules mathématiques. En revanche, accorder l'asile implique un jugement humain nécessaire au cas par cas.

L'UE (Conseil ECOFIN) a approuvé la mise à jour du plan de relance de la Finlande.

Initialement estimée à 2,1 Mds€, les subventions reçues par la Finlande au titre de l'UE ont été abaissées à 1,8 Mds€ en juin car l'économie du pays et donc son PIB ont été moins touchés que prévu. La Finlande, qui ne fait pas appel pour son Plan National de Relance et de Résilience à un endettement additionnel, a réajusté quelques projets à la baisse. Ont été exclues du plan les contributions publiques à l'élimination progressive du chauffage au mazout et le financement d'infrastructures privées de recharge pour les véhicules électriques. De plus, des modifications ont été apportées à 18 projets d'investissements.

Islande

L'agence de statistiques nationale *Statistics Iceland* estime le déficit public à 4,3% du PIB en 2022. Le solde financier des administrations publiques (administration centrale, caisses de sécurité sociale et collectivités locales) est estimé à 162 Mds ISK (1,1 Md€) de déficit en 2022, soit 4,3 % du PIB, contre un déficit de 272 Mds ISK (1,8 Md€) en 2021 (8,4 % du PIB). Les recettes totales des administrations publiques sont estimées à 41,8% du PIB en 2022. Les dépenses publiques se sont élevées à 46,1% du PIB, en diminution par rapport à 2021 (49,8% du PIB). Les dépenses publiques de santé et d'éducation représentaient respectivement 17,2 % et 15,1 % des dépenses publiques totales en 2022. Les chiffres préliminaires suggèrent que les dépenses d'investissement public se sont élevées à 153,9 Mds ISK (1 Md€) en 2022, soit 4,1 % du PIB, un montant en augmentation depuis plusieurs années.

Le pouvoir d'achat des Islandais a diminué de 1,7% en 2022. Selon les données de *Statistics Iceland*, le revenu disponible brut des ménages a augmenté de 9,2 % entre 2021 et 2022 tandis que le pouvoir d'achat des ménages par habitant a diminué de 1,7 % au cours de la même période. L'augmentation des salaires (+8,3%) et traitements dus aux conventions collectives ainsi que la réduction du chômage (7% de personnes employées) ont été les principaux moteurs de l'augmentation du revenu disponible.

Le Trésor islandais conserve sa note A pour le risque de crédit selon la notation de Fitch Ratings, avec une perspective stable. La notation reflète des facteurs positifs comme un PIB par habitant élevé et une gouvernance comparable aux pays des catégories "AAA" et "AA". Cependant, la dette publique élevée (66,5% du PIB), la petite taille de l'économie et l'homogénéité des exportations pèsent négativement sur la notation.

La Banque centrale d'Islande augmente le coussin de fonds propres obligatoires. Le 14 mars, la Banque centrale islandaise a pris la décision d'augmenter de 2 à 2,5% la part (obligatoire) du coussin de fonds propres contracyclique pour les sociétés financières. La décision sera effective dans douze mois. Le coussin de fonds propres était fixé à 0 % en mars 2020 puis a été rehaussé à 2 % de septembre 2022. En Islande, le coussin de fonds propres contracyclique est revu tous les trimestres. Le pays s'aligne ainsi sur le Danemark et la Norvège qui porteront ce taux à 2,5% fin mars.

Une nouvelle convention collective a été signée entre SA (confédération des entreprises islandaises) et le syndicat Efling. Les membres de SA et Efling (30 000 actifs notamment dans le secteur des services) ont voté en faveur d'une proposition du médiateur d'État Ástráður Haraldsson, mettant fin aux menaces de grèves ou de lockout des deux parties. La nouvelle convention collective entre Efling et SA est valable jusqu'au 31 janvier 2024. Elle comprend une hausse de salaire mensuelle comprise entre 35 000 ISK et 52 258 ISK (230-345€) avec effet rétroactif depuis le 1^{er} novembre 2022, soit en moyenne une augmentation des salaires de plus de 11% pour les des adhérents d'Efling.

L'Islande a enregistré une augmentation record de sa population en 2022. La population de l'Islande a augmenté de 3,1% entre janvier 2022 et janvier 2023, la plus forte augmentation jamais enregistrée dans le pays. La population était de 387 758 au 1^{er} janvier de cette année et avait augmenté de 11 510 personnes par rapport à l'année dernière, selon les derniers chiffres de *Statistics Iceland*. Environ 63% de la population vit dans la région de la capitale Reykjavík, soit un total de 242 995 personnes.

Norvège

Recul de l'excédent commercial en février 2023. L'excédent commercial norvégien s'est élevé à 79 Mds NOK (7,0 Mds€) en février. D'après le Bureau central des statistiques (SSB), les hydrocarbures représentaient deux tiers des exportations, soit 157 Mds NOK (13,8 Mds€). La valeur des exportations a reculé de -8,2% par rapport à février 2022, en raison de la baisse des cours des hydrocarbures de l'ordre de -6,9% et du choix de la Chine de s'approvisionner désormais en pétrole russe plutôt que norvégien.

Stabilité de la consommation des ménages malgré une inflation persistante. Malgré l'inflation, avec une augmentation des prix de 6,7% en février et de +7% en janvier, et la hausse des taux d'intérêt, les Norvégiens semblent maintenir leur consommation. De décembre 2022 à janvier 2023, le chiffre d'affaires du commerce de détail a ainsi augmenté de +1,3%. Toutefois, la consommation des produits alimentaires a baissé de -1,9% en 2022, représentant une diminution de -5,8 Mds de NOK (510 M€). Le géant de la grande distribution Norgesgruppen (notamment propriétaire de Kiwi, Meny, et Joker) a perdu 0,5% de parts de marché en 2022, un recul inédit ces 20 dernières années.

La Présidente de la Commission européenne et le Secrétaire Général de l'OTAN ont visité la plateforme norvégienne Troll A, accompagnés du Premier Ministre norvégien, Jonas Gahr Støre. Cette plateforme couvre 10% des besoins énergétiques quotidiens de l'Union Européenne. « Cette visite en mer du Nord montre l'importance de l'énergie et de la sécurité des approvisionnements, ainsi que de la sécurité des installations énergétiques », a déclaré Jonas Gahr Støre. Le même jour, l'Union Européenne et l'OTAN ont annoncé la mise en place d'un groupe de travail sur la protection des infrastructures sensibles. Lors d'un entretien bilatéral, M. Støre et

Mme von der Leyen ont réaffirmé leur volonté de coopérer sur la transition verte (*Green Alliance*) et face à l'IRA (*Inflation Reduction Act*) américain.

Présentation par la Commission européenne de « l'EU Energy platform » au gouvernement norvégien et à l'énergéticien norvégien Equinor. Le 9 mars, le vice-président de la Commission européenne, Maros Sefcovic, s'est rendu à Oslo pour présenter les modalités de la nouvelle plateforme européenne d'achat de gaz au gouvernement norvégien et à Equinor. La « EU Energy platform » devrait être opérationnelle d'ici avril 2023. Le Ministre du Pétrole et de l'Énergie, Terje Aasland, y voit un mécanisme efficace pour réguler les volumes en fonction de la consommation, et ne redoute pas qu'il se transforme en monopole d'achat. Cette analyse est partagée par l'énergéticien Equinor.

Les investisseurs étrangers inquiets de la taxe sur les ressources naturelles. La consultation publique sur le projet de taxe foncière de 40% sur l'exploitation des ressources naturelles a pris fin. Les investisseurs étrangers détiennent actuellement 70% des parcs éoliens de Norvège, et pourraient être découragés par cette décision. Le groupe finlandais Taaleri Energi, le fonds de pension américain Blackrock et la banque néerlandaise Rabobank dénoncent un bouleversement des conditions d'investissement ainsi qu'une rupture de la confiance avec les autorités norvégiennes, considérées jusqu'à présent comme stables et prévisibles.

La Norvège et l'UE ont signé des accords bilatéraux sur les quotas en mer du Nord, dans le Skagerrak, en plus de l'accord de voisinage avec l'UE sur la Suède signé le 17 mars. La Norvège et l'UE conviennent ainsi d'un échange de quotas et d'un accès à la pêche dans les zones de l'autre. Cet accord sera décliné pour le Svalbard.

Renforcement de la coopération entre la Norvège et les États-Unis dans le cadre de l'*Inflation Reduction Act* (IRA).

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Jan Christian Vestre, s'est rendu à Washington le 13 mars pour évoquer l'IRA avec l'administration Biden. La Norvège et les États-Unis sont désormais d'accord pour renforcer leur coopération sur l'industrie verte, et des précisions sont attendues à l'été. À Washington, le Ministre a rappelé les atouts de la Norvège pour les États-Unis sur la technologie et les chaînes de valeur qui sont au cœur de l'IRA : l'hydrogène, l'éolien offshore, les minéraux rares et le CCS (séquestration du CO₂). Selon le Ministre, il est toutefois trop tôt pour dire si la Norvège fera partie d'une solution UE-États-Unis, ou si la Norvège trouvera une solution bilatérale.

L'entreprise norvégienne Loke Marine Minerals renforce ses capacités d'exploitation minière dans l'océan Pacifique,

par l'achat d'une concession de 133 000 km² à l'entreprise de défense et de sécurité américaine Lockheed Martin dans l'océan Pacifique. La compagnie, spécialisée dans l'exploitation minière en eaux profondes, espère ainsi pouvoir en extraire cobalt, nickel, cuivre et manganèse d'ici 2030. Kongsberg (entreprise publique norvégienne de défense), Wilhelmsen (groupe maritime norvégien) et TechnipFMP (énergéticien franco-américain) figurent parmi ses actionnaires.

Rejet définitif du projet de câble électrique *NorthConnect* entre la Norvège et l'Écosse.

Depuis 2017, le groupe *NorthConnect* attend le feu vert des autorités norvégiennes pour installer un câble électrique de 655 km de long et d'une capacité de 1400 MW, entre la Norvège et l'Écosse. Toutefois, le 16 mars, le ministère du Pétrole et de l'Énergie a définitivement rejeté le dossier, jugeant que le projet ne serait pas bénéfique à la Norvège en termes d'approvisionnement énergétique, et qu'il convenait de ne pas accroître l'exposition du marché électrique norvégien dans un contexte de bouleversements des marchés européens. Le gouvernement précise que l'électricité

norvégienne devrait alimenter en priorité l'industrie locale, redoutant une hausse des prix de l'électricité si le projet avait vu le jour. Le Parti du centre et le Parti socialiste de gauche ont salué cette décision.

Cinq projets norvégiens participent au programme européen sur les batteries ICPEI EuBatIn.

Les entreprises participantes (Beyonder, Cenate, Hydro, Morrow et Vianode) pourront bénéficier d'accès à des financements, à de nouveaux marchés et à des coopérations au niveau européen.

Le tourisme norvégien est dopé par la faiblesse de la couronne.

Le tourisme norvégien profite de l'augmentation du dollar, de l'euro et de la couronne danoise. Ces trois monnaies ont gagné plus de 20% par rapport à la couronne norvégienne depuis le début de l'année 2023. L'organisation Norsk Reiseliv, qui regroupe les 15 plus grands opérateurs touristiques du pays, s'en réjouit : « c'est une situation de rêve pour le tourisme norvégien ».

Suède

L'inflation suédoise (CPIF) s'élève à 9,4% en février 2023 en glissement annuel. L'agence nationale de statistiques SCB annonce une augmentation de 1,1% depuis janvier 2023. Malgré la baisse des prix de l'électricité, la hausse de l'inflation se poursuit notamment du fait de la flambée des prix alimentaires (22,1% en février 2023 en g.a., 2,8% depuis janvier). Afin de contrer ces tendances inflationnistes, la *Riksbank* continue de relever ses taux. Le taux directeur s'élève à 3% et de nouvelles hausses sont attendues en avril et en juin.

La Ministre des Finances a engagé des discussions avec les trois principaux groupes agroalimentaires suédois. Le mercredi 21 mars, la Ministre des Finances Elisabeth Svantesson a rencontré les directeurs généraux des trois principaux groupes agroalimentaires suédois (ICA, Coop, Axfood) afin de parvenir à des accords pour freiner la hausse des prix. « La *Riksbank* fait sa part, nous faisons la nôtre, mais les entreprises, dans leurs secteurs respectifs, doivent également faire leur part », a-t-elle déclaré. Cette rencontre suit le refus du gouvernement d'adopter un gel des prix alimentaires comme en France, mesure pourtant soutenue par le Parti de gauche. Dans le même temps, l'enseigne allemande Lidl (4% des parts de marché en Suède) a annoncé diminuer et geler le prix d'une centaine de ses produits. Le Suédois ICA vient de suivre le mouvement : dans un communiqué de presse ce lundi 27 mars, l'enseigne déclare ajuster à la baisse le prix de 300 produits.

La banque centrale suédoise (*Riksbank*) annonce des pertes de 81 Mds SEK (7,3 Mds€), soit 1,4% du PIB, en 2022. Ce résultat s'explique par la perte en valeur des titres obligataires détenus par la *Riksbank* (conséquence de la politique d'assouplissement quantitatif poursuivi entre 2015 et 2021) à la suite de la montée des taux d'intérêt. Aucune décision n'est prise à ce stade sur une

opération de recapitalisation. De plus, afin de normaliser son bilan, la Banque centrale déploiera un programme de ventes d'obligations d'État à compter du 4 avril.

Le fonds de pension suédois Alecta fait état d'une perte de l'ordre de 19 Mds SEK (1,7 Mds€), suite à la faillite des banques américaines Silicon Valley Bank, Signature Bank et First Republic Bank. La 5^e plus grosse caisse de retraite européenne (137 Mds USD d'actifs sous gestion) y avait investi de manière significative. Ses actions dans ces banques représentaient en effet 7% de l'exposition totale de son portefeuille international, investissements réalisés aux dépens des banques suédoises Handelsbanken et Swedbank. Le superviseur financier *Finansinspektionen* (FI) demande des explications sur la gestion des investissements d'Alecta. Le gouvernement suédois ne s'annonce pas inquiet des répercussions de la tourmente bancaire américaine, affirmant que le système financier suédois est protégé par une régulation stricte.

La banque suédoise Swedbank sanctionnée par le superviseur financier *Finansinspektionen* (FI), suite aux incidents informatiques survenus fin avril 2022. Lors de son enquête, FI a montré que Swedbank avait réalisé des modifications dans son système informatique sans suivre ses propres procédures internes de contrôle. Ainsi, de nombreux clients ont fait face à des problèmes majeurs lors de l'utilisation de leurs services bancaires, notamment des montants incorrects sur leurs comptes ou l'impossibilité de réaliser des paiements. Par conséquent, la banque a reçu un avertissement de la part du superviseur financier, et devra payer une amende de 850 M SEK (76,2 M€).

Dissensions au sein de la coalition de droite du gouvernement autour de l'obligation de produire des biocarburants. Dans le but de diminuer les prix à la pompe, la coalition s'était engagée à l'automne

dernier à diminuer la part de biocarburants incorporés dans le pétrole et le diesel vendus en Suède au niveau minimal de l'UE dès le 1^{er} janvier 2024. En raison de la crise énergétique, les niveaux d'incorporation ont été gelés en 2023. Comme en 2022, l'empreinte carbone du diesel vendu doit donc être inférieure de 30,5 % à celle du diesel 100 % fossile (ce qui impose d'incorporer près de 35 % de biodiesel dans le diesel) et celle de l'essence de 7,8 % par rapport à l'essence 100 % fossile (près de 10 % d'éthanol dans l'essence). L'extrême droite estime qu'il n'y a pas de taux minimum européen et demande une part nulle de biocarburants pour réduire les prix des carburants à la pompe. Les Modérés et les Chrétiens-Démocrates soutiennent une part de biocarburants de 6 %, alors que les Libéraux défendent un taux de 12-16 %. La décision aura un impact majeur sur le bilan carbone de la Suède car les transports sont la première source d'émissions GES du pays. L'extrême-droite brandit la menace d'une possible crise gouvernementale si aucun accord n'est conclu sur ce sujet.

Le gouvernement suédois présente de nouvelles mesures de contrôle des IDE pour contenir les risques liés à la sécurité nationale et les intérêts stratégiques. Alors que suite au règlement de l'UE de 2019 sur le filtrage des IDE dans l'Union, de nombreux pays ont adopté de nouvelles mesures de contrôle, la Suède n'avait pas suivi le pas et ne disposait pas de texte encadrant le contrôle des investissements dans les secteurs stratégiques. L'objectif de ce texte, qui devrait entrer en vigueur fin 2023, est donc de pouvoir surveiller les prises de contrôle et les acquisitions d'entreprises importantes pour les intérêts de sécurité et stratégiques suédois.

Le gouvernement s'est engagé à prendre des mesures pour raccourcir les délais d'obtention des permis environnementaux pour les grands projets industriels (projets miniers, éoliens, nucléaire, renforcement du réseau électrique, etc.). Il n'a toutefois pas pris de mesures fortes à ce stade. En particulier, le patronat souligne que les

retards dans l'action du gouvernement pourraient décaler dans le temps le début de l'exploitation du gisement minier « Per Geijer » de LKAB à Kiruna, qui est très stratégique pour l'Europe (1^{er} gisement de terres rares de l'UE).

Réduction de la taxe sur le diesel dans l'agriculture, la sylviculture et l'aquaculture. Afin de compenser l'augmentation des coûts de divers intrants, de conserver la compétitivité de l'agriculture et la sylviculture suédoises et de soutenir la production alimentaire nationale, la réduction de droits d'accises sur le diesel agricole a été renforcée entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023. Le gouvernement vient de décider de prolonger cette exonération de 6 mois jusqu'au 31 décembre 2023. La réduction d'impôt est augmentée de 179 € par mètre cube de diesel (rabais de 32 € sur la taxe carbone et de 147 € sur la taxe énergie), ce qui porte la réduction totale de droits d'accises à 352 € par mètre cube, un niveau record. Cette mesure concerne près de 25 000 entreprises suédoises et représente un allègement fiscal total de 100 M€ sur la période (0,02 % du PIB).

Les employeurs les plus attractifs en Suède pour les jeunes diplômés sont dans le domaine de la tech et de la finance. Le cabinet de conseil en ressources humaines Universum présente dans son nouveau rapport les employeurs les plus attractifs aux yeux des diplômés suédois d'école de commerce et d'école d'ingénieur en informatique. Pour les premiers, Spotify, Google et Avanza (banque en ligne) occupent le classement, suivis par des acteurs importants de la finance (Swedbank, SEB, Goldman Sachs et JP Morgan). Les cabinets de conseil, généralement bien placés, rétrogradent (14^e place pour McKinsey et 23^e place pour le BCG). Le premier Français est L'Oréal, en 27^e position. Concernant les étudiants en informatique, les premières places sont occupées par Google, Spotify, Microsoft, Ericsson et Volvo.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)
Suède	1,6	0,8	2,0	1,3	5,1	-0,2	0,2	0,3	-0,5	2,6
Danemark	1,0	1,9	1,0	2,5	4,9	-0,7	1,3	0,0	0,9	3,6
Finlande	-0,2	1,6	1,0	0,6	3,0	0,2	0,6	-0,1	-0,6	2,1
Norvège ¹	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5	0,2	3,3
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,1	-0,5	1,2	0,8	0,8	3,8
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-1,5	3,2	0,2	2,2	6,4

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

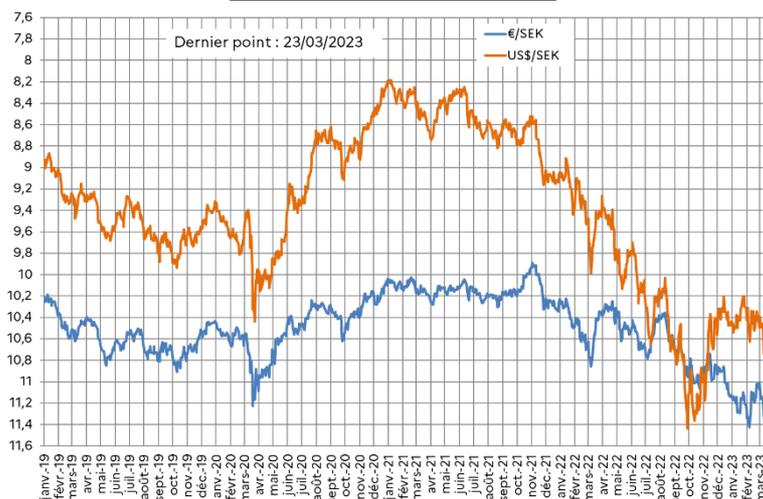
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)	Prévisions 2023
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	11,6	8,4	5,6
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7	5,7
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1	5,3
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8	4,5
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3	5,5

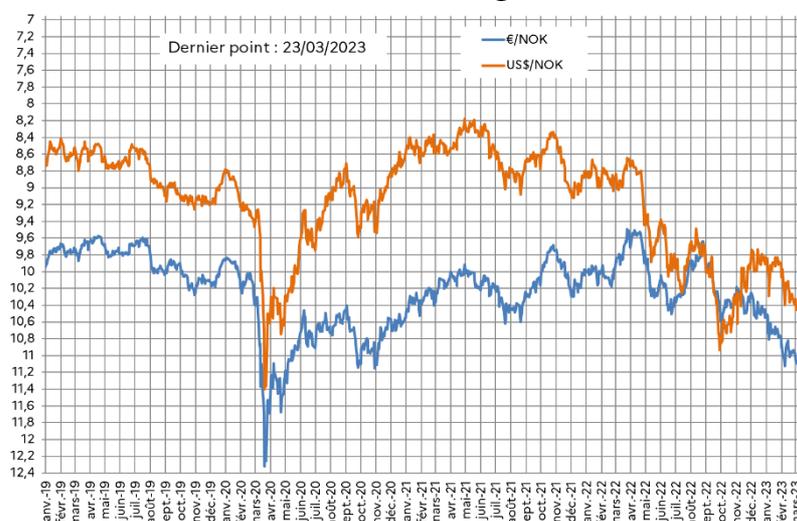
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Economique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, M. Marbot, G. Bazin) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : gabrielle.bazin@dgtrésor.gouv.fr